

Pour l'Europe, une question de survie

Par Wolfgang Ischinger et Boris Ruge

A l'ère du COVID-19, les énormes conséquences de la pandémie deviennent de plus en plus évidentes chaque semaine. Il s'agit de sauver des vies. Mais aussi de sauver l'Union : les décideurs doivent veiller à ce que l'UE sorte de la crise suffisamment forte pour relever les défis qui se posent à elle et tenir bon dans un monde où la concurrence entre les grandes puissances est féroce.

Le gouvernement allemand a été félicité pour sa gestion de la crise en ce qui concerne les questions économiques et sociales. Mais il a été lent à articuler une vision européenne et a dû faire face à de sévères critiques de la part de Bruxelles et des partenaires de l'UE.

De nombreux Italiens et Espagnols estiment que ni Bruxelles ni les partenaires de l'UE ne leur apportent un soutien suffisant. Les sondages sont clairs : plus de 60% des personnes interrogées en Italie déclarent que l'Europe ne les aide pas. De leur point de vue, il n'y a aucune valeur ajoutée dans l'UE alors que la situation devient de plus en plus désespérée.

Pendant ce temps, la Chine et la Russie se présentent comme des sauveurs désintéressés en Italie et ailleurs. Comme l'a écrit le haut représentant Josep Borrell dans un blog remarquable, l'Europe est en pleine « bataille des discours ». En réalité, le soutien apporté par les partenaires de l'UE est plus important que ce que la Chine a fourni dans le cadre de son effort de propagande soigneusement planifié. Il convient d'ajouter à la livraison d'équipements médicaux essentiels le traitement de patients français et italiens en Allemagne (et dans d'autres pays de l'UE) ainsi que des efforts conjoints pour rapatrier les voyageurs européens bloqués dans le monde entier.

Le problème est que cette aide a été lente à venir et qu'il en a été faite une communication insuffisante. Et évidemment, ce qui a été effectué jusqu'à présent est loin d'être suffisant, car le nombre de cas continue d'exploser.

Ce n'est pas un détail si les citoyens de plusieurs Etats membres se sentent abandonnés dans une crise existentielle. Un nouveau groupe Facebook en Italie appelé « #StopEU-Italexit » a rapidement attiré plus de 900 000 followers et s'attache à bientôt porter ce nombre à 1 million. L'Europe ne peut pas se permettre d'aliéner autant de citoyens. Elle doit renverser la vapeur.

Sur le fond, il est évident qu'elle ne sera pas en mesure de faire face à la crise si des solutions ne sont pas recherchées au niveau européen. Dans son discours percutant au Parlement européen le 26 mars, Ursula von der Leyen a fustigé à juste titre les Etats

membres pour leur égoïsme et leur manque de coordination au cours des dernières semaines.

En tant que leader en Europe, Berlin doit faire le maximum pour promouvoir l'action de l'UE. Une façon évidente d'y parvenir serait d'appuyer les initiatives de la Commission déjà sur la table, notamment les mesures visant à coordonner l'acquisition et la distribution d'équipements essentiels tels que les masques, les gants, les kits de test et les respirateurs. Si le Conseil européen du 26 mars a demandé à la Commission d'accélérer les choses, en réalité, la balle est dans le camp des Etats membres qui doivent signer des contrats et rationaliser les procédures administratives.

La solidarité tangible et visible entre les Européens n'est pas moins importante. La Commission a un rôle crucial à jouer en termes de coordination. Toutefois, les ressources et l'assistance aux partenaires durement touchés doivent provenir des Etats membres. L'Allemagne et d'autres partenaires doivent encore renforcer leur soutien à l'Italie, à l'Espagne et à la France. Une réponse positive à la demande de cette dernière d'utiliser des hélicoptères de la Bundeswehr apporterait l'aide dont elle a désespérément besoin et serait en même temps hautement symbolique.

La réalisation de progrès rapides dans le développement, les essais et le déploiement d'un vaccin contre le COVID-19, comme l'a souligné le Conseil européen, est une autre « ligne d'opération » dans laquelle l'UE peut tirer parti de son avantage comparatif et, ce faisant, modifier potentiellement les attitudes populaires.

Pour faire face aux conséquences de la pandémie, l'UE devra prendre de nombreuses mesures, notamment maintenir le marché unique, adopter un cadre financier pluriannuel doté de ressources suffisantes et parvenir à un accord sur les futurs mécanismes de financement.

La Banque centrale européenne a pris des décisions importantes qui aideront l'Europe à s'en sortir. La Banque européenne d'investissement a également fait un pas en avant. En revanche, les ministres et les chefs d'Etat ou de gouvernement ne se sont pas assez réunis. Des divergences d'opinion sur les instruments financiers subsistent. Elles ne disparaîtront pas du jour au lendemain, mais elles doivent être discutées avec la plus grande sensibilité et le plus grand respect. Les postes occupés de longue date doivent être réexaminés et réévalués pour déterminer s'ils conviennent à la situation d'urgence actuelle. En fin de compte, ce qu'il faut, c'est une action rapide qui ait un impact et soutienne les économies européennes ainsi que les moyens de subsistance de millions de citoyens.

Enfin, il sera essentiel de faire connaître l'action de l'UE et sa valeur ajoutée à un public sceptique (et en partie hostile). Pour réussir, l'UE doit mobiliser les meilleurs talents et assurer la coordination la plus étroite possible entre Bruxelles et les capitales nationales. L'exemple du Media Operations Center mis en place lors de la campagne aérienne de l'OTAN en 1999, dans lequel les experts en communication nationaux et de l'alliance ont travaillé côte à côte tout en soutenant les porte-parole de haut niveau

au quotidien, peut éventuellement s'avérer instructif. Dans tous les cas, il faut un véritable effort de communication *stratégique*.

Au lendemain du Conseil européen de la semaine dernière, le Premier ministre portugais, M. Costa, aurait déclaré: « Ou l'Union européenne fait ce qui doit être fait, ou elle mourra ». Il s'agit en effet d'une question de survie. Confrontée à la plus grande crise depuis la Seconde Guerre mondiale, l'UE doit s'attacher à gagner les cœurs et les esprits. Pour cela, les Etats membres doivent montrer que la solidarité est réelle et qu'ensemble, nous pouvons faire la différence pour des millions d'Européens dans la situation de vie et de mort qui est maintenant notre réalité commune.

L'ambassadeur Wolfgang Ischinger est président de la Conférence de Munich sur la sécurité, l'ambassadeur Boris Ruge en est le vice-président